

Communiqué de presse

Le 24 octobre 2016

Education:

Les Français plébiscitent l'autonomie pour les chefs d'établissement et les enseignants

Selon une étude Place de la République / IFOP, 71% des sondés sont favorables à donner aux chefs d'établissement le pouvoir de recruter leurs équipes enseignantes et les personnels non-éducatifs. Ils sont 78% à vouloir laisser une plus grande autonomie aux enseignants dans le suivi du programme.

Réforme après réforme, manifestation après manifestation, les gouvernements successifs se heurtent à l'opinion publique et au corps enseignant lorsqu'il s'agit de refondre l'Education nationale. Pourtant, un consensus semble se dégager dès qu'il est question de l'autonomie des établissements et des enseignants.

Selon un sondage IFOP réalisé pour l'institut de recherches politiques "Place de la République" en octobre 2016, **78 % des Français s'estiment plutôt favorables à une plus grande autonomie des enseignants** dans le suivi de leur programme et dans la détermination de leur projet pédagogique. De la même manière, **71 % des Français jugent qu'il serait plutôt positif de donner aux chefs d'établissements le pouvoir de recruter les personnels** enseignants et non-enseignants.

L'autonomie, un désir partagé à droite... et à gauche :

L'idée de laisser les directeurs d'établissement recruter leurs personnels enseignants et non éducatifs recueille 77% d'opinions favorables à droite, mais aussi **59% d'opinions favorables à gauche**, y compris chez les sympathisants Front de gauche qui sont 52% à y être favorables.

De même, l'autonomie renforcée pour les enseignants dans le suivi du programme recueille 79% d'opinions favorables, tant à droite qu'à gauche.

L'origine géographique, l'âge, le niveau d'éducation ou la catégorie socio-professionnelle des sondés n'influent pas sur l'adhésion de ces derniers aux propositions testées. **Seuls les salariés du secteur public témoignent d'une adhésion moindre à celle de la moyenne des sondés** (-8 % s'agissant de l'autonomie plus importante des enseignants et - 11 % s'agissant du pouvoir de recrutement du chef d'établissement).

Pour Nicolas Corato, Président de l'institut "Place de la République", cette étude démontre qu'en matière d'éducation comme en tant d'autres domaines, les questions posées par les décideurs politiques ne sont pas les bonnes. Certaines, qui apparaissaient taboues, comme celle de l'autonomie, révèlent au contraire un consensus en construction dans l'opinion qui devrait inspirer les candidats à la prochaine présidentielle".

A propos de "Place de la République": Place de la République, « start-up politique qui a la France comme cliente » propose une méthode inédite et commando pour ranimer le débat public. Composée d'une cinquantaine de jeunes consultants, fonctionnaires, entrepreneurs, économistes, écrivains, journalistes, acteurs sociaux et culturels, elle propose aux acteurs politiques et aux médias 10 débats iconoclastes de mai 2016 à mai 2017. Ces questions de société clivantes et souvent inédites sont livrées « clés en main » aux acteurs politiques après avoir été pré-testées par un collège d'experts et de spécialistes des études d'opinion. www.placedelarepublique.eu